



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### FINANCES 1.7

N° : 2025-04-15

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 33  
Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE CINQ AVRIL

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, A HUIS CLOS

Date de convocation :

Date d'affichage :

#### VOTE :

pour UNANIMITE

contre

abstentions

**Présents :** Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN, Adjoints au Maire

Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Gilbert MINELLI, Patricia BIZOUERNE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Patricia DJOSSOUVI, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

**Absents et représentés :** Sacha CAUDRON (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Didier BELOT (pouvoir à Arlette ACOCA), Patricia BIZOUERNE (Pouvoir à Michel NUGUES)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE :** Thomas VAUTRIN

Objet :

**APPROBATION DU PRINCIPE DE RECOURS A UNE  
CONCESSION D'INSTALLATION ET  
D'EXPLOITATION DU MOBILIER URBAIN**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

Départ de Madame Patricia BIZOUERNE qui donne pouvoir à Michel NUGUES

### NOTE DE SYNTHÈSE :

L'exploitation du mobilier urbain publicitaire et non publicitaire sur le domaine public est à la charge de la Ville.

Les collectivités sont amenées à se prononcer sur le choix du mode de gestion de ce service à compter de l'échéance du contrat.

Il ressort de la jurisprudence du Conseil d'Etat que le contrat de mobilier urbain relève désormais de la qualification de concession de service et non plus de la qualification de marché public.

La qualification du contrat de mobilier urbain est déterminée par l'équilibre économique du contrat. Ainsi, un tel contrat est qualifié de concession de service lorsque l'opérateur économique supporte un risque d'exploitation lié à l'exploitation des mobiliers urbains, conformément aux dispositions des articles L.1121-1 et L.3126-1 et suivants du Code de la commande publique.

098-219300621-20250408-2025-04-15-DE  
Date de transmission : 08/04/2025  
Date de réception préfecture : 08/04/2025

Le délégataire assumera à ce titre les risques liés à l'exploitation, se rémunérant exclusivement par les recettes issues de l'affichage publicitaire.

Il s'avère que le choix d'une concession de services pour la mise à disposition, l'installation, la maintenance, et l'entretien du mobilier urbain publicitaire serait plus favorable à la Ville car en effet ce mode de gestion permet un transfert des risques d'exploitation, juridiques et économiques vers le délégataire, une expertise pointue sur le plan technique et juridique, une incitation à développer les services de manière optimale tout en permettant un contrôle de la collectivité sur l'exécution des prestations notamment au travers de rapports transmis par le délégataire.

Après validation par le conseil municipal du principe au recours à une concession de service public, il sera mis en œuvre une procédure de publicité et de mise en concurrence régie par les dispositions combinées du Code de la Commande publique et du CGCT. Suite à cela, et in fine, le contrat négocié sera présenté devant le conseil municipal pour validation avant signature.

**VU** le Code de la Commande publique et notamment les articles L. 1120-1 à L. 1121-4 et L. 30001 et suivants,

**VU** le rapport annexé à la présente délibération,

**CONSIDERANT** qu'il convient de se prononcer sur le mode de gestion du service relatif à la mise à disposition, installation, exploitation, maintenance et entretien de mobilier urbain,

**CONSIDERANT** les prestations attendues du Délégataire décrite dans le rapport,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :**

**ARTICLE 1 : D'APPROUVER** le principe de recours à une concession de service pour la mise à disposition, l'installation, l'exploitation, la maintenance et l'entretien de mobilier urbain,

**ARTICLE 2 : D'AUTORISER** le Maire à accomplir et signer tous les actes nécessaires à la procédure de mise en concurrence.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits (au  
registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**



  
**Jean-Michel GENESTIER**  
Maire du Raincy

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant hors du territoire communal disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal

Accusé de réception en préfecture  
N° 2025-00062  
Date de télétransmission : 08/04/2025  
Date de réception préfecture : 08/04/2025